

AG-EMPFANG

RTR-AFF

RTR-AFF 27.04.94 06:23 PRIORITAET 4 MELDUNG 17
ci lag017

270616 :rwanda-amnesty

amnesty met en cause gvt et militaires rwandais
londres, 27 avril, reuter - des responsables militaires et
gouvernementaux ont donne l'ordre de tuer au rwanda et la
communaute internationale devrait intervenir pour empêcher les
tueries, affirme une déclaration publiee mardi par amnesty
international.

les groupes internationaux de défense des droits de l'homme
ont parlé à tort d'affrontements tribaux, mais si le conflit
était purement ethnique, les forces armées à majorité hutu
n'auraient pas exécuté plusieurs ministres hutus, dont le
premier ministre agathe uwilingiyimana, et d'autres dirigeants
de l'opposition, observe amnesty.

le groupe critique en outre la communauté internationale
pour avoir abandonné les rwandais après l'évacuation des
expatriés et elle invite la belgique, ancienne puissance
coloniale, à jouer un rôle plus actif pour défendre les droits
de l'homme au rwanda.

les violences consecutives à la mort du président rwandais
juvénal habyarimana et de son homologue burundais, tués le 6
avril dans un attentat contre leur avion, ont fait, selon des
organisations humanitaires, quelque 100.000 morts.

amnesty accuse les forces gouvernementales d'avoir tué
certains des 5.000 réfugiés regroupés dans un stade à cyangugu,
dans le sud-ouest du pays.

il affirme que le mrnd, parti au pouvoir d'habyarimana, a
armé des membres de l'interahamwe, son mouvement de jeunesse,
pour qu'il tue les partisans du front patriotique rwandais.

il met aussi en cause la coalition pour la défense de la
république (cdr, allié du mrnd) et son mouvement de jeunesse
impuzamugambi.

ces derniers mois, amnesty international a recueilli des
informations fiables selon lesquelles les autorités militaires
et gouvernementales avaient fourni à l'interahamwe et à
l'impuzamugambi des armes maintenant utilisées dans les
tueries, dit la déclaration.

les massacres en cours à kigali et dans d'autres parties du
pays sont perpétrés principalement par des partisans du mrnd et
du cdr, ainsi que des membres des forces de sécurité, en
particulier ceux de la garde présidentielle, de la gendarmerie
et d'autres unités des forces armées rwandaises.

la plupart des tueries ont un but politique, priver les fpr
et les partis opposés au mrnd et au cdr de tout partisan ou
sympathisant.

amnesty met en cause la responsabilité de gouvernements
étrangers, en particulier la france, l'afrique du sud et
l'egypte, qui auraient vendu des armes au gouvernement rwandais.

/ncd

reuter

nnnn